Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !



n°224
9 février 2026
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Iran, Ukraine, Palestine, Soudan : le capitalisme entraîne l'humanité vers la guerre généralisée !

Le déploiement d'une flotte militaire américaine au large de l'Iran est un pas de plus vers la généralisation de la guerre. Trump est déterminé à imposer l'ordre impérialiste par tous les moyens, quitte à s'attaquer à un pays de plus de 90 millions d'habitants.

Est-ce qu'une intervention américaine pourrait aider le peuple iranien à se libérer de la dictature ? Non !

Trump négocie avec les massacreurs du peuple iranien... Et comme au Venezuela, après avoir éliminé certains dirigeants, l'impérialisme américain pourrait s'entendre avec le pouvoir iranien en place. Comme le Shah avant eux, les mollahs, les forces militaires et les pasdarans ont fait la démonstration qu'ils étaient prêts à écraser une révolte populaire. Et c'est cela qui compte pour la bourgeoisie.

Trump prétend qu'il veut empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire… alors qu'il avait dit en juin dernier, après avoir bombardé le pays avec Israël : « *Les installations d'enrichissement nucléaire de l'Iran ont été complètement et totalement détruites* ».

Il ne faut pas oublier que jusqu'à présent, le pouvoir américain est le seul à avoir utilisé la bombe nucléaire : en 1945 sur la population japonaise !

Les agressions militaires et les menaces de Trump sont l'expression du capitalisme où la seule règle qui compte, c'est la loi du plus fort.

Tout ce qui est sur le chemin des profits des milliardaires est écrasé sans pitié. Les peuples en Ukraine, en Palestine, au Congo, ou au Soudan, vivent l'enfer de la guerre parce que les capitalistes ne reculent devant aucun bain de sang pour s'emparer des ressources ou des terres !



En Iran, ce que cherchent réellement Trump et les capitalistes américains, c'est à mettre au pas un régime qui leur tient tête depuis plusieurs décennies. Peu importe si cela plonge toute la région plus profondément dans le chaos. La menace contre l'Iran sert aussi à tenter d'affaiblir la Chine, qui achète 80% du pétrole iranien exporté.

C'est une des raisons qui a poussé Trump à faire enlever Maduro – le président du Vénézuéla – et sa femme, ce pays fournissant aussi du pétrole à la Chine. L'intervention militaire y a fait au moins une centaine de morts.

Après avoir affirmé que sa remplaçante allait subir un sort pire que Maduro si elle ne pliait pas, il lui impose maintenant d'ouvrir le pétrole vénézuélien aux entreprises américaines et de ne plus le vendre à la Chine.

Comme toujours, les impérialistes s'accommodent très bien des régimes dictatoriaux tant qu'ils servent leurs intérêts, et rien n'a changé pour la population du Vénézuéla, sinon en pire.

Mais rien ne peut empêcher la révolte d'un peuple. En Iran, les mobilisations lors des enterrements sont la démonstration que malgré le massacre, la révolte n'est pas éteinte.

Alors, allons-nous accepter que notre avenir soit suspendu à ces affrontements entre capitalistes ? Si on les laisse faire, rien ne les empêchera de plonger toute la planète dans la barbarie !

Car les États européens se préparent, eux aussi, aux futures guerres de pillage impérialistes, comme ils l'ont toujours fait, même si c'est aujourd'hui en tant que seconds couteaux des États-Unis.

En Belgique, le service militaire est à nouveau à l'ordre du jour, volontaire pour le moment, le budget de l'armée augmente chaque année, et les médias et les

politiciens intensifient leur propagande contre la Russie ou la Chine pour tenter de nous embrigader derrière cette politique guerrière. Mais c'est la grande bourgeoisie et son État qui sont les ennemis principaux des populations.

La militarisation se fait toujours au détriment de la population, et les capitalistes renforcent déjà leurs forces de répression pour tenter de faire taire les mécontents.

Les arrestations spectaculaires et brutales de migrants par l'ICE aux États-Unis, et les meurtres qui les accompagnent, y contribuent. L'État habitue ses forces armées à arrêter des travailleurs, aujourd'hui étrangers, demain tous ceux qui refuseront de se soumettre.

En Belgique, les rafles de la police contre les sans-papiers qui ont eu lieu à Matonge ou à Anderlecht ces dernières semaines ont le même objectif, à une bien plus petite échelle pour le moment.

L'État cherche aussi à limiter les mobilisations des travailleurs, récemment en refusant le préavis de grève des cheminots pour les 5, 10 et 12 février. Une partie de la bourgeoisie envisage même de réduire le poids des syndicats.

Si les gouvernements ont peur que les travailleurs s'organisent et se défendent, c'est bien parce qu'ils savent que le monde du travail peut représenter une force formidable, capable de balayer le capitalisme !

Comment la bourgeoisie se prépare à la guerre

De nombreuses familles ont discuté de la lettre envoyée à tous les jeunes de 17 ans pour les inviter à effectuer le nouveau service militaire volontaire d'un an, payé 2.000 euros par mois.

Ce salaire est attractif pour les jeunes menacés de chômage ou qui risquent de n'avoir qu'un salaire dérisoire. Mais ce service militaire est aussi une école de propagande nationaliste, d'acceptation de l'obéissance et de l'ordre social.

Cette année, 500 jeunes de 18 à 25 ans participeront à ce service militaire. L'an prochain, le gouvernement prévoit d'en accepter le double. À terme, il affirme vouloir atteindre 7.000 jeunes par an. Un chiffre qui risque encore d'augmenter en fonction de l'aggravation des tensions internationales, tout comme le fait qu'il soit « volontaire ».

À la fin de ce service, même s'ils quittent ensuite l'armée, ces jeunes deviennent automatiquement militaires réservistes.

Être réserviste, c'est continuer à travailler ou à étudier « normalement », tout en sachant qu'on peut être appelé plusieurs semaines ou plusieurs mois par an pour des missions militaires, en Belgique ou à l'étranger.

Pour augmenter leur nombre, le gouvernement a ainsi annoncé vouloir supprimer la limite d'âge maximale des réservistes. Jusqu'ici, elle était fixée à 34 ans pour l'infanterie (armée de terre) et à 50 ans pour les officiers. Désormais, il sera possible d'être réserviste jusqu'à l'âge de la pension ! Le gouvernement veut faire passer le nombre de réservistes de 6.000 à 20.000 personnes.



Pour faciliter cette augmentation, les généraux cherchent à s'entendre avec les employeurs afin qu'ils libèrent leurs salariés durant le temps de « leurs missions ». L'armée vante les « avantages » de ce système pour les patrons, comme l'affirme un colonel : « *Souvent, les employeurs trouvent intéressant que leurs travailleurs soient réservistes, parce que ça contribue à la discipline, ça rappelle certaines valeurs, c'est du travail d'équipe.* ». Quelle discipline ? Celle des patrons qui exploitent et licencient ? Et les valeurs des armées qui maintiennent la domination et qui assassinent dans les ex-colonies ?

Pour l'état-major, les militaires réservistes sont aussi un moyen de maintenir un lien direct entre l'armée et les travailleurs « civils » de tous les secteurs et ainsi entretenir une propagande nationaliste et un climat chauvin au sein de la population.

Militarisation de la société

La militarisation ne s'arrête pas à l'armée. Le gouvernement veut aussi modifier les cursus universitaires en médecine, afin de former les étudiants à la prise en

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales, ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

charge de blessures de guerre et à la gestion d'un afflux massif de blessés. Cette formation sera ensuite étendue à l'ensemble des professionnels de santé. Petit à petit, l'État prépare de plus en plus de secteurs à être mobilisés en cas de guerre.

Tous ces budgets consacrés à l'armement coûtent cher aux États. C'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement fédéral est en train d'imposer l'austérité. Mais, la bourgeoisie sait que cette politique aggrave les conditions de vie des travailleurs et qu'elle provoquera un jour des révoltes.

Dans les entreprises

Grève aux TEC



Pour ou contre continuer la grève ? Vendredi 6 février, après deux semaines d'actions, le vote des grévistes des TEC était serré dans tous les dépôts de Wallonie.

Face à la détermination des grévistes, la direction de l'Opérateur de Transport de Wallonie (OTW), qui chapeaute les TEC, a dû manoeuvrer. Elle a « suspendu » son plan de réforme… pour prendre le temps de le faire passer progressivement par la négociation avec les directions syndicales.

Les travailleurs des TEC en sont conscients. « A quoi bon arrêter notre grève si il faut la reprendre dans quelques semaines ou quelques mois ? » demandait une conductrice.

Le ministre wallon de la mobilité, Desquesnes (Engagés), prétend que la réforme vise à rendre le réseau « *plus agile, plus fiable et plus utile au quotidien* ». Ce ne sont que des mots. En réalité, la réforme veut augmenter la fréquence des bus vers les gares pour transporter les navetteurs au travail, mais sans moyens supplémentaires !

Cela se fera au détriment de lignes qui desservent des dizaines de milliers d'usagers des petits villages ou des agglomérations en périphérie des grandes villes.

La direction prétend imposer « le transport à la demande », une méthode qui justifie la suppression d'une ligne avec peu de passagers pour dédoubler une ligne surchargée.

La réforme des TEC vise également à une nouvelle augmentation des tarifs, déjà très chers pour les familles populaires.

A tel point que l'OTW veut mettre en place une facturation mensuelle des abonnements, car beaucoup seront incapables de supporter l'augmentation des abonnements sur une base annuelle !

Moins de bus pour plus cher, voilà pour les usagers ! Et pour les travailleurs, plus de flexibilité et de charge de travail.

Grévistes contre passagers ?

Les médias et les politiciens ont abondamment opposé les grévistes des TEC aux passagers « *pris en otage* ». Les mêmes ne voient naturellement pas de « *prises d'otage* » dans la suppression de lignes ou l'augmentation des tarifs.

Mais c'est un fait que l'un des problèmes des grévistes est l'opinion des passagers sur leur mouvement.

Les parents doivent se justifier devant leur employeur tous les jours pour conduire leurs enfants à l'école.

Des travailleuses à mi-temps et au salaire minuscule doivent payer de leur poche pour être conduites au travail en voiture par un voisin.

Des personnes âgées, des malades, doivent se débrouiller comme ils peuvent pour une visite chez le médecin.

Des mères de familles traînent les sacs à provision à pied sur des kilomètres…

Ce qui est surprenant, ce n'est pas le nombre de mécontents, c'est le nombre de ceux qui comprennent que les grévistes doivent se défendre.

Oui, le travail est de plus en plus dur, la vie de plus en plus chère, pour toutes les catégories populaires.

Malheureusement, la politique des organisations syndicales n'est pas d'élargir les mobilisations, mais au contraire de les enfermer dans des mouvements limités à une profession, une catégorie. Les cheminots d'un côté, les enseignants d'un autre, aujourd'hui les TEC, demain les soignants…

Pourtant, les intérêts des élèves et de leurs parents ne sont pas différents de ceux des enseignants, de même pour les malades et les soignants. Et les passagers vont eux aussi subir la réforme des TEC, comme les chauffeurs !

Pour s'adresser aux autres catégories en posant les vrais problèmes du chômage, des salaires trop bas, de la charge de travail qui augmente pour tous, les travailleurs devront prendre les mobilisations en main et s'affranchir de la tutelle des directions syndicales qui préfèrent s'asseoir et discuter avec les patrons et les ministres plutôt que de défendre réellement les intérêts des exploités !

Suppressions d'emplois chez AGC

Le groupe verrier japonais AGC a annoncé de nouvelles suppressions d'emplois en Europe, dont 103 en Belgique.

C'est ainsi que AGC s'adapte à la baisse de l'activité dans le secteur de la construction tout en maintenant, voire en augmentant, ses profits au niveau mondial, avec 370 millions d'euros en 2025 et 410 millions d'euros prévus cette année. Comme quoi l'argent existe pour maintenir les emplois, même lorsque l'activité baisse !



AGC-Splintex 2005: une grève de 105 jours

A Fleurus, en décembre 2004, une grève démarrait à Splintex, le site de production de verre automobile d'AGC.

Durant 105 jours, les grévistes allaient s'opposer à un plan de 284 licenciements sur 810 travailleurs. Le carnet de commandes était pourtant plein jusqu'en 2008. Les profits d'AGC battaient des records, avec 1,3 milliard de dollars en 2003. Mais, comme le déclarait le président d'AGC de l'époque, la volonté du groupe était « *d'augmenter sans relâche le profit des actionnaires* ».

Pour arriver à ses fins, le patron de Splintex ne reculait devant aucune provocation. La liste des travailleurs licenciés avait été rendue publique, pour permettre aux cadres de harceler les autres afin de les pousser à reprendre le travail. Les non-grévistes étaient acheminés en car sous escorte de la police qui forçait chaque matin le piquet de grève. Un tribunal condamnait des grévistes à une astreinte de 7.500 euros.

La presse se déchaînait contre les grévistes, accusés de vouloir faire fermer l'usine. Les politiciens n'étaient pas en reste. Le ministre-président wallon, le socialiste Van Cauwenberghe, déclarait que la grève « *était une tache noire pour la Wallonie* » et accusait les grévistes « *de faire fuir les investisseurs* ». Marcourt, le ministre socialiste wallon de l'emploi, intervenait pour appuyer la direction et insistait « *pour la laisser supprimer les 249 emplois prévus* ».

Pourtant les grévistes de Splintex bénéficiaient d'un réel courant de sympathie parmi la classe ouvrière. Une génération de travailleurs, encore sous l'influence des luttes de Clabecq (1995-96), de la marche blanche (1996), de Renault Vilvoorde (1997), entretenait une tradition de résistance collective face aux patrons et aux gouvernements. En 2004, lors d'une manifestation contre une remise en cause de l'indexation des salaires, la seule FGTB avait été capable de mobiliser 70.000 personnes en trois jours.

Devant le soutien des médias et des politiciens au patron de Splintex, et face à la capacité d'une multinationale face à la grève d'un seul site, de nombreux grévistes s'étaient convaincus de la nécessité de s'adresser aux autres travailleurs. Ils voulaient se rendre vers d'autres usines, même en dehors du groupe AGC.

Des militants d'extrême-gauche proposèrent dans des assemblées de la FGTB une grève de solidarité de 24 heures dans la région de Charleroi.

Mais pour les dirigeants de la FGTB, il ne pouvait en être question. Christian Viroux, le permanent FGTB du verre, répétait aux grévistes « AGC c'est AGC », menaçant de couper les indemnités de grève en cas d'actions devant d'autres entreprises.

Les délégués syndicaux des autres secteurs qui reprenaient l'idée d'une grève de solidarité étaient ignorés ou intimidés par les permanents de la FGTB.

La solidarité des dirigeants de la FGTB allait au PS, et les ministres socialistes étaient du côté des patrons contre les grévistes.

Le 13 mars 2005, les syndicats réunis à Namur avec des représentants de la direction, signaient en secret un protocole d'accord pour le licenciement de 249 travailleurs, principalement les grévistes, en précisant « *quelle que soit l'issue de l'assemblée (des travailleurs), les organisations syndicales s'engagent à signer le pré-accord* ».

Devant cette trahison, la détermination des grévistes et la fierté de se battre pour l'intérêt commun de tous les travailleurs fit place à l'amertume et au désespoir.

La grève d'AGC-Splintex n'est qu'un exemple, parmi des dizaines d'autres, de la façon dont les dirigeants de la FGTB ont dilapidé la confiance des travailleurs en leur force collective et dans les organisations syndicales.

La position du PTB à Splintex

L'attitude du PTB lors de cette grève a révélé un tournant important dans la politique syndicale du PTB.

Des militants du PTB, ouvriers à Splintex, jouissaient d'une réelle confiance des grévistes. La direction du PTB était parfaitement consciente de la complicité des responsables de la FGTB avec le PS. Mais à aucun moment ce parti

ne fit le choix d'aider les grévistes à confirmer leur volonté de s'adresser aux autres usines pour sortir de leur isolement.

Le dirigeant de la Centrale du verre de la FGTB, Christian Viroux, acteur principal de la trahison des grévistes de Splintex, remerciait le PTB en ces termes « *à aucun moment, le PTB n'a essayé de récupérer le conflit et ne s'est jamais immiscé dans la gestion de celui-ci* ».

Ce choix était le début d'une politique à travers laquelle le PTB accepte de laisser la bureaucratie syndicale imposer son contrôle sur les luttes des travailleurs en espérant en retour son soutien sur le plan électoral… comme le PS le fait depuis plus d'un siècle.

Licenciements chez Krëfel



La direction de Krëfel annonce la fermeture de cinq magasins, quatre en Flandre et un en Wallonie, ainsi qu'une réorganisation du siège et de la logistique. 180 emplois sont visés, soit plus de 15 % du personnel.

Vincent Nolf, le CEO de Krefel justifie ces licenciements en invoquant la concurrence et la faiblesse des marges, alors que Krëfel appartient depuis 2019 à la famille Mulliez, l'une des plus grandes fortunes d'Europe, estimée à près de 33 milliards d'euros.

Vincent Nolf, le nouveau CEO de Krefel, engagé en septembre, est un spécialiste des licenciements et des faillites. C'est lui qui était à la manœuvre lors de la fermeture des magasins Makro en 2022 et de ceux de Casa en 2025. A chaque fois, le même baratin est servi aux travailleurs : la concurrence, les mauvais résultats, le commerce en ligne…

Makro et Casa, étaient deux chaînes appartenant, comme Krefel aujourd'hui, à des groupes multimillionnaires. Sous les bons soins de Nolf et par des jeux d'écriture comptables, ces chaînes avaient fini par déclarer leurs magasins en faillite.

Les 1.200 travailleurs de chez Makro et les 544 de chez Casa avaient ainsi été privés de leurs indemnités de licenciements légales, laissant au fond des fermetures de l'Etat la charge du paiement d'indemnités limitées à 30.500 euros brut !

Les patrons trouvent des larbins, spécialisés, pour faire leur sale boulot, d'une entreprise à l'autre, et licencier au plus bas coût possible afin de maximiser leurs profits. Ils finiront par trouver face à eux, des travailleurs mobilisés dans la lutte contre leurs mauvais coups !

SNCB : une question de rapport de force

Les directions de la SNCB et d'Infrabel ont refusé le préavis de grève déposé par les directions syndicales pour les 5, 10 et 12 février. Le Conseil d'État a confirmé ce refus.

C'est une attaque de front des patrons et des juges contre les travailleurs ! Dans cette période de crise du capitalisme et de marche à la guerre, toute la bourgeoisie augmente la répression contre les travailleurs.

La direction de la CGSP Cheminots a répondu dans un tract à la décision du Conseil d'État : « *En tant qu'organisation syndicale, nous actons de cette décision avec le respect dû aux institutions de justice.* »

Le respect des institutions de justice ? Vraiment ? Ces institutions de justice qui condamnent les syndicalistes comme Thierry Bodson à des milliers d'euros d'amende et à des peines de prison pour avoir bloqué la circulation ? Qui envoient des huissiers contre les grévistes de Delhaize ? Qui autorisent chaque année l'expulsion de milliers d'habitants de leur domicile parce qu'ils ont deux ou trois mois de loyer impayés ? Qui protègent les policiers qui agressent ou tuent pendant leur service ? Et qui demain enfermeront tous ceux qui s'opposeront aux guerres ?

Cette prétendue « justice » est au service de l'ordre social capitaliste. Il n'y a rien à en attendre, sinon des coups !

Les travailleurs ont montré dans le passé qu'ils pouvaient se battre et se défendre, même à l'époque où la bourgeoisie leur refusait le droit de faire grève et leur envoyait l'armée pour les réprimer.

Et les syndicats se sont construits à des époques où ils étaient interdits.

Dans la période qui vient, les travailleurs auront besoin de s'organiser et de se battre sans « respecter les institutions de la justice », mais en construisant un rapport de force pour s'imposer face à elle.

Comme on le voit, ils ne pourront pas compter sur les directions syndicales pour organiser et mener ces luttes…



Chômage : non à la précarité organisée !

La réforme du chômage frappe déjà des milliers de ménages. Au 1er janvier, 18.700 personnes ont été exclues. Et ce n'est qu'un début : des vagues bien plus importantes sont prévues pour mars, avril et juillet. En s'attaquant aux chômeurs, le patronat cherche à faire pression sur les salaires de tous les travailleurs.

Afflux vers les CPAS

Selon les premières données des CPAS, ce n'est pas un tiers mais entre 40 et 50 % des chômeurs exclus qui demandent un RIS (revenu d'intégration sociale). Dans certaines villes, la proportion est encore plus élevée. À Charleroi, 1.260 personnes sont concernées par la première vague d'exclusions et le CPAS a déjà enregistré plus de 1.000 demandes de rendez-vous en janvier.

Manque de moyens, contrôles accrus

Le gouvernement De Wever a délibérément minimisé les conséquences des exclusions afin de limiter le financement des CPAS.

Mais même sur la base de son hypothèse de 33 % de chômeurs se présentant au CPAS, les moyens prévus par le fédéral sont largement insuffisants.

La Fédération des CPAS wallons estime par exemple à 1.500 le nombre de personnes à recruter pour faire face aux vagues successives d'exclusions. Or la compensation fédérale ne permettrait l'engagement que de 600 à 800 équivalents temps plein.

Les premières semaines de 2026 sont donc très tendues pour les travailleurs des CPAS, dont les conditions de travail se dégradent pourtant depuis plusieurs années.

Comme le dénonce une stagiaire assistante sociale, choquée par l'écart entre la réalité du terrain et les valeurs transmises durant sa formation, les contrôles se multiplient : visites domiciliaires, vérification des comptes bancaires, des applications et même des réseaux sociaux de ceux qui dépendent du RIS.

Les plus précaires sont surveillés pour la moindre dépense, tandis que les grands groupes qui licencient, exploitent et organisent l'évasion fiscale en recevant des milliards d'argent public ne sont pratiquement jamais inspectés.

Quels emplois disponibles ?



Tout est fait pour pousser les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, dans n'importe quelles conditions, afin de faire pression sur l'ensemble des travailleurs. Pourtant, beaucoup de chômeurs ne trouvent pas d'emploi malgré leurs efforts.

La réalité est simple : les emplois manquent. Il y aurait environ 530.000 demandeurs d'emploi pour à peine 160.000 postes vacants. Comment se faire embaucher à 55 ans, souvent cassé par le travail, alors qu'il y a des travailleurs plus jeunes qui peuvent être engagés à des salaires plus faibles ?

De plus, une grande partie des emplois disponibles se situe en Flandre, tandis qu'une majorité des demandeurs d'emploi vivent en Wallonie.

Cette situation résulte pourtant des choix des riches familles de la bourgeoisie belge de délaisser l'industrie lourde après la seconde guerre mondiale, et de préférer les environs du port d'Anvers !

Quant au ministre Clarinval, il affirme qu'il existerait 375.000 offres d'emploi… en additionnant celles publiées par l'ONEM sur quatre trimestres ! Une offre publiée en janvier et toujours vacante en décembre est ainsi comptabilisée quatre fois. « *Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose* », voila la méthode des politiciens !

Quant aux enquêtes sur les « perspectives d'embauche », elles reposent toutes sur de simples intentions de patrons. Mais même comme ça, le Bureau du Plan n'anticipe que 175.000 créations nettes d'emplois entre 2026 et 2029 pour l'ensemble du pays…

Les vrais assistés sont les capitalistes !

Ce système ne tourne pas rond : d'un côté, le grand patronat crée le chômage et reçoit des cadeaux du gouvernement alors que de l'autre, les chômeurs sont contrôlés en permanence et exclus au moindre faux pas.

Et ce n'est pas un autre gouvernement qui changerait la situation. Aux Pays-Bas, la droite et l'extrême droite viennent de limiter à un an les allocations de chômage. Au Royaume-Uni, il n'existe pratiquement plus d'aide au chômeurs digne de ce nom : le gouvernement de gauche de Starmer poursuit les politiques de contrôle et de sanctions de ses prédécesseurs.

Partout en Europe, les mêmes recettes sont appliquées : réduire les droits, mettre les chômeurs sous pression et tirer l'en-

semble des salaires vers le bas. C'est ensemble qu'il faudra se défendre !

Dépenses publiques pour profits privés

Alors que les gouvernements imposent l'austérité soi-disant pour rembourser la dette, les capitalistes petits et gros réclament… plus d'aides et de dépenses publiques ! Ceux de l'armement, bien sûr, mais pas seulement.

Le gouvernement flamand de Diependaele (N-VA) va consacrer 2 milliards d'euros pour doubler les subsides actuels aux géants industriels riches à milliards, comme BASF ou ArcelorMittal, sous prétexte de les aider à « verdir » et « décarboner » leur production. Le ministre fédéral de l'Energie, Bihet (MR), donnera un milliard de subsides aux mêmes industriels pour réduire le coût de leur facture d'énergie.

L'État aide les capitalistes à construire plus de chars, plus de missiles et plus de bombardiers tout en faisant semblant de sauver la planète…



Un carnet d'adresses en or

Encore un bel exemple de gestion capitaliste des marchés publics.

Un logiciel informatique vendu à la police 299 millions n'a jamais fonctionné. Après plusieurs années sans que le projet avance réellement, le contrat a été rompu mais 72 millions étaient déjà versés !

Comme par hasard, le projet avait été confié à Sopra Steria, entreprise où la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden (CD&V) exerçait comme avocate… avant d'entrer au gouvernement. Une reconversion express qui n'empêche visiblement pas de garder un bon carnet d'adresse.

Un cadeau de plus pour Ryanair



Le gouvernement wallon a décidé d'annuler la taxe aéroportuaire de 3 euros par passager que la Ville de Charleroi comptait imposer à la société de gestion de l'aéroport.

Dès l'annonce de cette taxe, la direction de l'aéroport et Ryanair avaient crié à la menace pour « l'activité et l'emploi ».

En réalité, c'est surtout la protection de leurs profits qui les intéresse. Ryanair n'a pas tardé à faire du chantage à l'emploi en menaçant de supprimer des lignes, de retirer des avions et de licencier des travailleurs.

Le gouvernement wallon a ainsi rendu un nouveau service aux capitalistes de l'aviation en supprimant la taxe.

Le bourgmestre PS de Charleroi, Thomas Dermine, a dénoncé cette annulation et défendu le droit de la Ville à taxer l'aéroport.

Une indignation hypocrite alors que, pendant des années, le Parti socialiste a lui-même attiré Ryanair à coups d'investissements publics.

Quelles que soient leurs couleurs politiques, les politiciens trouvent toujours des moyens d'offrir de nouveaux cadeaux à la bourgeoisie.

Les capitalistes s'enrichissent sur notre dos

Même selon les chiffres officiels de la banque nationale, la part des richesses créées qui va aux salaires ne fait que diminuer.

En Belgique, 62% de la richesse créée par les travailleurs leur revenait sous forme de salaire ou autre en 1980. Les 38% restants étant donc accaparés par la classe capitaliste.

Aujourd'hui, même si la richesse totale a augmenté, ce qui revient aux travailleurs en activité ou pas ne constitue plus que 54% de la richesse créée.

Derrière ces chiffres abstraits, il y a la réalité bien concrète de dizaines de milliers de ménages qui face à la hausse des prix sont dans le rouge de plus en plus tôt dans le mois.

Il y a le détricotage des services publics. Il y a les dos cassés et les burn-out causés par la pression accrue pour produire toujours plus vite.

Leurs profits se font sur nos vies !



Ministre cherche fusible

Une enquête de la RTBF a jeté un coup de projecteur sur la situation scandaleuse de nombreux locataires de la Sambrienne, la société de logement social de Charleroi.



Des locataires aux logements rendus insalubres par l'humidité et la moisissure menacés d'expulsion après avoir signalé les problèmes.

Des pensionnés et des handicapés coincés dans leur appartement durant des semaines, voire des mois, par des pannes d'ascenseurs.

Des équipements anti-incendie hors d'usage, des plans d'évacuation erronés ayant conduit à la mort d'un locataire lors d'un incendie.

Les politiciens ont été forcés de réagir. Pas pour résoudre les problèmes. Mais pour chercher des boucs émissaires.

Le bourgmestre socialiste de Charleroi, Thomas Dermine, a convoqué le comité de gestion de la Sambrienne en le sommant de s'expliquer et d'apporter « *un plan d'action concret* ». Sans préciser avec quels moyens.

La ministre wallonne du Logement, Cécile Neven (MR) a exigé que « *toute la lumière (soit) faite sur la gestion, les choix et les responsabilités de chacun à la Sambrienne* ».

Mais pourquoi chercher des responsabilités seulement à la Sambrienne ? Cette société gère 9.500 logements, dont une grande partie, construits dans les années 70 et 80, sont aujourd'hui vétustes et mal entretenus.

La Sambrienne rembourse encore aujourd'hui ces constructions anciennes mais les loyers plafonnés de locataires dépendant du chômage ou de petites pensions ne suffisent pas pour couvrir les frais d'entretien, de rénovation et même de gestion.

Les 175 travailleurs de la Sambrienne ne sont évidemment pas responsables de cette situation.

Le manque de logements sociaux, le manque de moyens pour les entretenir sont le résultat de choix politiques, posés par les gouvernements depuis 60 ans. C'est-à-dire les choix des partis qui cherchent à présent des coupables !

Retraits

En bonne élève des méthodes de Bouchez, la ministre Neven a sauté sur l'occasion pour accuser les sociétés de logement de « manquer d'efficience » et d'utiliser « la Région (wallonne) comme un Mister Cash ». La Région et le logement social sont un Mister Cash, oui, mais pour les patrons !

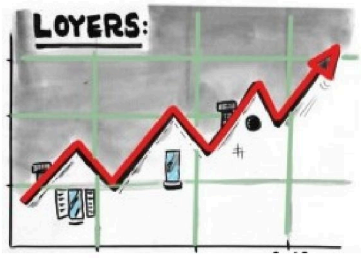
Sous le précédent gouvernement wallon, un plan de rénovation d'un milliard d'euros, issus de subsides européens et d'emprunts, a été utilisé pour arroser de contrats publics les entreprises de construction.

Les fournisseurs de matériaux et les patrons d'entreprises se sont enrichis, contrairement aux travailleurs portugais ou roumains sous-payés.

Et pour présenter la note aux locataires, la ministre Neven a mis en place une réforme complète du calcul des loyers sociaux, appelée « loyer chaud ».

A partir de cette année, les loyers des logements sociaux seront augmentés en fonction du degré de performance énergétique (certificat PEB).

Ce sont les travailleurs et les pauvres qui servent de Mister Cash aux capitalistes !



Petit supplément de 70 %

La surfacturation est la méthode la plus courante des entreprises pour s'enrichir au dépend des finances publiques.

Une récente enquête interne de l'administration du SPW met en évidence un surcoût de 15 millions d'euros pour un chantier d'installation de fibre optique dans les zonings industriels wallons dont le prix avait été conclu initialement à 21 millions d'euros par Eiffage Energy System.

Cette fois, c'est la Sofico, la société wallonne de financement des infrastructures, qui a servi de vache à lait, ou de Mister Cash, comme on veut, au groupe international Eiffage.

C'est précisément la filiale Eiffage Energy System qui a le plus contribué à la forte progression du chiffre d'affaires et des profits du groupe en 2025…



Quelles que soient leurs couleurs politiques, les politiciens trouvent toujours des moyens d'offrir de nouveaux cadeaux à la bourgeoisie.

Encore une attaque contre l'école !

Les conséquences de la réforme du tronc commun dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles commencent à se révéler aux professeurs.

D'après la ministre, tout est beau. A partir de la rentrée de septembre 2026, les élèves de l'enseignement secondaire continueront à suivre les cours généraux jusqu'à 15 ans, avec plus de cours de français, de mathématiques, de langues étrangères, d'informatique, de musique….

Mais cela, ce n'est que dans la com' des ministres.



En pratique… il n'y a pas d'argent ! En pratique, le but est de supprimer des emplois !

Les nouveaux programmes ne sont toujours pas écrits, les professeurs ne savent pas qui donnera quoi…, et avec la suppression des classes de différenciée qui ne comptaient que 15 élèves par classe, il y aura des suppressions d'emplois.

Autant de mesures qui vont accroître la charge de travail des professeurs et donc encore diminuer leurs possibilités de bien s'occuper des élèves.

Témoignage d'un prof en colère

"Je travaille dans l'enseignement, dans le secondaire inférieur, et je suis directement confronté à la réforme du tronc commun. Contrairement à ce qu'on raconte officiellement, rien n'est prêt pour la rentrée de septembre 2026. Personne ne sait vraiment comment tout ça va s'organiser, ni les enseignants, ni les directions d'école car quand on interroge les ministres, ils n'en savent rien non plus !

Et en même temps, on est en pleine période d'inscription des nouveaux élèves. Donc face aux parents, les directions qui sont dans le flou le plus complet demandent aux enseignants de ne pas dire toute la vérité, c'est-à-dire de mentir. De dire que tout est prêt, que la réforme est sous contrôle, que les équipes sont confiantes, que tout est balisé. Alors que ce n'est pas le cas.

On a surtout l'impression que le gouvernement fonce droit dans le mur pour faire des économies.

Un exemple parmi d'autres : le nouveau cours de numérique en première secondaire. Sur le papier, deux heures par semaine, avec des objectifs ambitieux : esprit critique, outils numériques, programmation, création, protection en ligne, réflexion sur les usages. Dans les faits, il n'y a toujours pas de programme définitif, on ne sait pas quels moyens matériels seront disponibles, et on ne sait même pas qui va donner ce cours ni avec quelle formation. Comment préparer un nouveau cours pour septembre quand on ne sait presque rien à son sujet ?

Et ce flou ne concerne pas que le numérique. On le retrouve partout dans la réforme. Prenons les classes différenciées. Elles permettaient de regrouper, en petits groupes, les élèves qui avaient raté leur CEB pour les aider à rattraper leur retard. Ces classes sont tout simplement supprimées. Les élèves vont être renvoyés dans des classes « normales », plus nombreuses, avec des niveaux tellement différents qu'il sera impossible de s'adapter correctement à leurs besoins.

On nous parle de nouveaux dispositifs pour accompagner ces élèves. Mais dès qu'on demande concrètement comment ça va fonctionner, la réponse est toujours la même : « On ne sait pas ».

Avec mes collègues, on voit bien que cette réforme ne va faire qu'empirer les problèmes existants et qu'en plus des enseignants ce sont les élèves qui vont fortement trinquer.

Un exemple de non démocratie syndicale

La CGSP enseignement de Bruxelles vient d'exclure Celia Ponce, une déléguée syndicale combative, sous prétexte de sa double appartenance au syndicat et à l'École en lutte, un collectif qui lutte pour l'amélioration de l'enseignement. Elle a été exclue sans avoir été entendue, et sans vote de la part des affiliés.

Après plusieurs mobilisations d'enseignants en colère face aux réformes gouvernementales, la direction de la CGSP entend ainsi montrer qu'elle veut pouvoir tout contrôler, elle seule, toutes les mobilisations et luttes. Et ce n'est pas pour leur donner plus d'ampleur et les élargir ! En agissant ainsi, la CGSP participe à la démoralisation des militants syndicaux et des travailleurs combatifs.

Cela n'a rien de nouveau. Et ça ne cessera que lorsque les travailleurs redresseront la tête et prendront leurs luttes en main eux-mêmes, choisissant et contrôlant leurs responsables démocratiquement !

Pour signer l'appel pour la réintégration de Célia, allez sur Comité Soutien Réintégration Célia et Djuna sur Facebook.

Migrants : la politique révoltante des gouvernements

Pendant que l'ICE met en scène des arrestations brutales de migrants aux États-Unis, les États européens font la course pour se doter d'un arsenal pour traquer et déporter les travailleurs étrangers.

En novembre dernier, les ministres de l'intérieur des pays de l'Union européenne ont donné leur feu vert pour durcir les sanctions à l'égard des sans-papiers, et de faciliter le renvoi des migrants vers d'autres pays que leur pays d'origine, y compris s'ils n'y ont passé que quelques jours.

En Belgique, le gouvernement multiplie les mesures anti-étrangers. La ministre de l'Asile et de la Migration, Anneleen Van Bossuyt (N-VA), qui avait déjà durcit la politique de regroupement familial, annonce désormais qu'elle veut mettre en place un examen de langue et un test de connaissance sur les « valeurs et les normes » de la Belgique…

Les réfugiés devraient donc passer des mois à étudier une langue et des « valeurs », avant de fuir la misère, la dictature, ou la guerre ? Et de quelles normes et valeurs s'agit-il ? Des valeurs de l'État belge, qui a colonisé et exploité férocement le Congo, le Rwanda et le Burundi, et qui continue à entretenir les guerres, voire à y participer directement, partout dans le monde ? Des valeurs des capitalistes belges, comme les actionnaires d'AB Inbev ou de Solvay, qui exploitent des travailleurs aux quatre coins de la planète ? Quelle hypocrisie !

La ministre veut aussi faciliter l'expulsion pour « manque d'effort d'intégration ». Qu'est-ce que ça veut dire ? Ne pas baisser la tête devant le patron ? Avoir un peu de retard dans le loyer ? Participer à des manifestations ?

Enfermement et déportation de travailleurs

Le gouvernement belge veut faciliter l'incarcération et la déportation de migrants. Van Bossuyt est en première ligne pour tenter de trouver des accords avec tous les pays possibles pour pouvoir y renvoyer des migrants.

Elle a trouvé un accord avec la Serbie, qui traite déjà avec des pays comme le Pakistan, le Bangladesh ou le Sri Lanka. Elle a conclu un accord en octobre 2025 avec le Maroc, juste après que ce régime dictatorial ait écrasé la révolte de son peuple dans le sang. Et l'Office des étrangers s'est même rendu en Afghanistan pour négocier avec le régime des talibans, qui impose des lois islamistes contre son peuple !



Chaque année, plus de 5.000 personnes sont déjà expulsées de Belgique, sans compter les milliers qui partent « volontairement », c'est-à-dire après avoir reçu un ordre de quitter le territoire, qui les menace d'être enfermés et maltraité dans un des six centre fermés de Belgique.

La coalition d'organisations Move répertorie de nombreux témoignages de migrants qui ont été enfermés dans un de ces centres et qui en dénoncent la violence. La plupart d'entre eux étaient des travailleurs, qui habitaient en Belgique depuis parfois plus de dix ans, et n'avaient jamais commis quoi que ce soit d'illégal, à part de ne pas être en ordre de papiers... Certains ont été arrêtés chez eux, d'autres à leur travail, l'un d'entre eux décrit comment il a été dénoncé par son patron car il lui tenait tête.

La police débarque, sans prévenir, n'hésite pas à utiliser les menottes, et les emmène immédiatement. Ils sont alors enfermés pendant des mois dans un centre, sans aucune nouvelle de ce qui va leur arriver.

Les centres sont de véritables prisons, insalubres, où une partie des matons profitent de leur petit pouvoir pour mener la vie dure aux travailleurs. Certains deviennent fous à force de ne pouvoir rien faire de leurs journées, de voir chaque jour plusieurs personnes emmenées, et dont on n'a ensuite plus aucune nouvelles, et en viennent à se mutiler ou à se suicider.

Certains sont relâchés du jour au lendemain, sans la moindre explication. Mais de nombreux autres sont renvoyés dans leur pays d'origine, où ils vont retrouver ce qu'ils avaient fui : la dictature, la misère, la violence contre leur peuple ou les membres de leur religion, l'absence de soins adaptés à leurs problèmes de santé, etc.

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Partout dans le monde, les attaques contre les migrants se durcissent. Dans une période de crise du capitalisme et de marche vers des guerres généralisées, les États cherchent à diviser, à augmenter leur emprise sur les populations et à les faire marcher au pas. Cela passe par la propagande nationaliste, qui présente et traite les étrangers comme des intrus, voire comme des criminels.

Et la chasse aux migrants sert aussi à habituer les forces de l'ordre à intervenir brutalement dans les quartiers populaires, à traiter de simples travailleurs comme des criminels, à enlever des familles entières et à les enfermer dans des conditions indignes. En Belgique, Théo Francken (N-VA), le ministre de l'armée, a annoncé que les militaires allaient, eux-aussi, participer à la chasse aux migrants sous prétexte que ceux-ci seraient des terroristes en puissance...

Mais ce sont les capitalistes et leurs valets politiciens qui sont des criminels ! Leur politique anti-migrants fait chaque année des milliers de morts dans la Méditerranée ou dans la Manche, et la semaine dernière, la tempête Harry a encore fait près d'un milliers de victimes !

Les migrants font partie du monde des travailleurs. Ils fuient la misère ou la guerre, et cherchent avant tout un travail et un salaire pour survivre, et souvent pour faire survivre toute leur famille restée au pays.

Alors à bas le nationalisme ! À bas les frontières ! Vive l'union des travailleurs de tous les pays !

Pour rassembler les luttes !

Face aux mesures du gouvernement, diverses actions, rassemblements et grèves sont organisées en février. Mais plutôt que de rassembler, les directions syndicales ont, une fois de plus, choisi de disperser les mobilisations.

Hainaut, Flandre occidentale et Flandre orientale se mobilisaient le 5 février, d'autres provinces se mobiliseront le 10 février et enfin une troisième série de provinces le 12 février. En plus de la division province par province, la plupart des rassemblements sont organisés ville par ville.

Pour se défendre des réformes du gouvernement, il faudrait créer les conditions pour que le nombre important de manifestants encourage ceux qui hésitent en l'unissant à travers tous les métiers, tous les secteurs et sur l'ensemble du pays ! C'est ainsi qu'on pourrait mesurer notre force et retrouver la confiance qu'ensemble, les travailleurs peuvent s'opposer au patronat et gagner !



International

Iran, les pouvoirs ont peur de la révolte

Face à la révolte massive qui a éclaté le 28 décembre dernier en Iran, le régime des mollahs a eu recours, une nouvelle fois, à la répression, encore plus massive et sanglante que les précédentes. Certaines estimations parlent de 30.000 morts !

Après avoir bluffé en parlant d'une aide aux Iraniens qui manifestaient, puis détourné le regard pendant que les milices du régime massacraient les manifestants, l'armée américaine a déployé porte-avions, destroyers, flotte au large de l'Iran... prêts à intervenir.

Toute cette armada n'est pas là pour « aider » la population iranienne !

Elle est là pour faire pression sur le régime des mollahs et imposer à l'Iran de cesser d'enrichir l'uranium, d'aider la Russie, d'intervenir au Moyen-Orient en soutenant le Hezbollah et le Hamas, et surtout de commercer avec la Chine.



L'USS Abraham Lincoln, le porte avion américain au large de l'Iran

Le gouvernement américain ne veut pas faire tomber le régime des mollahs, en tout cas tant qu'il n'a pas de relais suffisants qui pourraient maintenir l'ordre social capitaliste dans le pays.

Tant Khamenei que Trump ont en réalité peur que la disparition du pouvoir des mollahs entraîne une révolte plus profonde des populations iraniennes.

Quant aux grandes puissances régionales, elles ont pesé de tout leur poids pour encourager les négociations entre le pouvoir iranien et l'administration américaine.

La Turquie, l'Arabie saoudite ou le Qatar redoutent qu'une chute brutale du régime iranien ou une guerre ouverte entraîne un embrasement régional incontrôlable. Et surtout que la révolte des travailleurs d'Iran se propage et entraîne avec elle les travailleurs de toute la région, comme lors du printemps arabe de 2011.

Le peuple iranien, malgré une répression féroce, montre au monde entier sa capacité à se révolter.

Au-delà de leurs alliances ou oppositions, ce que les dirigeants capitalistes redoutent plus que tout, c'est la révolution des peuples !

RDC : L'impérialisme américain sème le chaos



L'effondrement de la mine de Rubaya, en RDC, qui a fait plus de 200 morts dans une région dévastée par la guerre, a été l'occasion de lever un coin du voile sur les plans de Trump pour s'emparer des minerais du pays.

Cette mine fournit 15 à 30% du coltan mondial et emploie 3.500 mineurs, mais reste entièrement artisanale. Les trous sont faits de manière anarchique, à la pioche, pour des salaires de misère, sous le contrôle de groupes armés qui rackettent et oppriment les travailleurs.

Les effondrements sont fréquents, et des organisations locales dénonçaient déjà, en juin, près de 300 morts dans des coulées de boue.

Les États-Unis et l'Europe sont directement responsables de cette situation.

Ils financent les armées rwandaise et ougandaise qui à leur tour financent et encadrent de nombreux groupes armés de la région, dont le M23 est le plus important.

Les États-Unis ont ainsi versé plus de 2,2 milliards de dollars au Rwanda entre 2013 et 2023. Et les achats de tantale, un minerais utilisé dans l'industrie de pointe, par les États-Unis ont été multipliés par 14 entre 2013 et 2018, c'est-à-dire à partir du moment où le M23 a commencé à envahir la région Est du Congo et à en vendre les minerais pillés.

Préparation à la guerre

Jusqu'à présent les capitalistes américains avaient laissé les mines du Congo dans les mains d'entreprises congolaises ou chinoises, car celles-ci n'étaient pas suffisamment rentables à leurs yeux. Ils étaient contents de profiter des métaux à bas prix.

Mais la situation à changé depuis quelques années. Les capitalistes américains ont passé une nouvelle étape dans leur guerre commerciale contre la Chine, et ils se préparent maintenant à un affrontement militaire qui entraînerait toute la planète dans son sillage.

Et pour cela, ils veulent contrôler directement les ressources stratégiques pour une industrie de guerre, tout en privant la Chine d'un accès à ces ressources. C'est dans le même but qu'ils ont enlevé le président Maduro et sa femme, qu'ils veulent dominer le Groenland, et qu'ils menacent d'attaquer l'Iran.

Les déflagrations de la préparation à la guerre atteignent aussi le Congo.

En juin 2025, Trump, sous prétexte d'un accord de paix bidon, a surtout signé un accord de pillage des minerais avec le Congo et le Rwanda.

Depuis, il encourage les investissements américains au Congo à coups de milliards.

En juillet 2025, le fonds américain KoBold, détenu par Bill Gates et Jeff Bezos, a racheté la mine de lithium de Manono. En octobre 2025, le groupe américain Hydro-Group a annoncé construire, avec 70% de financements publics américains, une ligne électrique de 1.150 kilomètres entre Kolwezi et l'Angola, pour alimenter les nombreuses mines de la région.

Cette ligne électrique remplacerait les générateurs diesel qui alimentent les mines actuellement, mais surtout, par cette opération, comme le titrait le journal De Standaard, « Trump s'empare de l'interrupteur des mines de cobalt congolaises ».

La même entreprise va construire une centrale de méthane sur le fleuve Kivu, là aussi financée par le gouvernement américain.

Trump a aussi accéléré les projets d'investissements au Congo. Il a fondé le fonds public « Project Vault », un fond de 12 milliards de dollars pour reprendre le contrôle des minerais stratégiques et des terres rares à la Chine.

Ce fonds a déjà le projet de racheter la mine de zinc de Kipushi. D'autres achats massifs sont en cours, comme l'achat des mines de Mutanda et de Kamoto à Glencore par l'entreprise américaine

Orion CMC, ou l'achat de la mine de Mutoshi par un autre groupe américain, Virtus Minerals, après que le rachat de cette mine par un groupe chinois ait été bloqué par l'État congolais… sous pression de Washington.

A bas l'impérialisme !

Pour fêter ces investissements et préparer les suivants, le gouvernement américain a invité le président congolais Tshisekedi et plusieurs de ses ministres aux États-Unis.

Les discours sur la nouvelle période de prospérité et de paix qu'ouvriraient ces investissements n'ont pas manqué. Mais ce sont des mensonges !

Rien ne sortira de bon pour la population congolaise, sinon encore plus de chaos et de violence !

Si Trump fait tout pour que le Congo respecte sa part de l'accord « de paix », à savoir de lui vendre les mines du Congo, lui-même n'a pas mis en place la moindre mesure pour faire avancer la paix, et les combats continuent de faire rage dans la région.

La seule présence militaire que les capitalistes organisent au Congo servent à protéger les mines, dans le mépris total de la vie des habitants, et ne font que rajouter des groupes armés dans la région.

La société de mercenaire Blackwater, dirigée par un proche de Trump et connue pour avoir massacré des civils et avoir été graciée par le même Trump, a, par exemple, recruté des mercenaires au Congo.

Ces mercenaires sont intervenus au Nord-Kivu, pour chasser les rebelles du M23 de la mine d'étain de Bisie en mars 2025.

La mine a rouvert, mais rien n'a changé pour les habitants des alentours…

Le groupe américain America First Global, dirigé là aussi par un proche de Trump, cherche à s'emparer de la mine de Rubaya où a eu lieu l'effondrement mortel.

La mine étant actuellement sous le contrôle du M23, l'entreprise prévoit, selon un rapport du Oakland Institute, de construire une fonderie pour transformer le coltan au… Rwanda !

Les capitalistes américains montrent ainsi qu'ils n'ont aucune intention de mettre fin à la guerre, de désarmer les groupes armés qui sèment la terreur sur la population, mais qu'ils sont prêts à s'accommoder de la situation !

L'accroissement de la présence américaine et l'intensification des rivalités entre les États-Unis et la Chine, qui domine encore 70% du secteur minier congolais, ne peut qu'aggraver le chaos partout dans le monde et mener à de nouvelles guerres…

Epstein: la grande bourgeoisie dans sa réalité sordide

De nombreux milliardaires, dont Donald Trump et Elon Musk, des banquiers, des membres de familles royales, des politiciens en activité ou retraités…

Aux USA bien sûr, et de la Norvège à l'Inde en passant par l'Angleterre, la France et la Belgique…

Et ce n'est là que la pointe de l'iceberg du réseau d'amitiés et de relations d'affaires du milliardaire Epstein retrouvé pendu en prison.

Ils sont une infime minorité, une soi-disant «élite» qui dirige le monde. Ils se croisent, se retrouvent dans de somptueuses résidences, pour parler affaires, en concurrence ou pour investir ensemble, pour ouvrir ou décider de fermer une entreprise, ou pour s'entraider à coups de centaines de millions… et au passage certains abusent de très jeunes femmes ou adolescentes, dans le sillage d'Epstein.

Le capitalisme a un visage, des visages et ils sont odieux.

L'exploitation des femmes

Dans le monde du travail, les femmes sont doublement exploitées, en tant que salariées sous-payées et c'est aussi sur elles que repose la majorité des tâches domestiques et de suivi des enfants.

L'exploitation sexuelle est un autre fléau imposé aux femmes. L'affaire Epstein a révélé au grand jour les abus de jeunes femmes et d'adolescentes par ce milliardaire et son réseau de relations.

Elle n'est pourtant que la partie visible d'une réalité mondiale : de la Thaïlande en passant par les Philippines, et Cuba sous domination américaine avant 1959, des régions du monde ont été et sont encore la proie du tourisme sexuel.

L'exploitation sexuelle des femmes et des enfants est liée à la misère économique engendrée par le capitalisme. Et cette oppression persiste d'autant plus que le capitalisme entretient le patriarcat et la domination des hommes sur les femmes, avec plus ou moins de violence, suivant la culture des pays et les individus, .

Ici aussi, la plupart des gens connaissent une ou plusieurs femmes qui ont été victimes d'abus sexuels ou de viol.

Et tous les 2 ou 3 jours, une femme est tuée dans le cadre des « violences domestiques » par leur conjoint ou ex-conjoint.

Ces fléaux sont le fruit d'une société d'exploitation où une minorité impose son pouvoir à la majorité. Ce système ne peut être réformé à la marge : c'est l'ensemble qui est pourri et doit être renversé !

Minneapolis : Vive la résistance à ICE !



Aux États-Unis, les rafles de l'ICE ont horrifié la majorité de la population dont les amis, voisins et proches étaient brutalement battus, arrêtés, internés et souvent déportés vers des lieux lointains.

À Minneapolis, 3.000 policiers de l'ICE ont envahi les rues et multiplié les arrestations violentes. Portes de maison défoncées en toute illégalité ; vitres de voitures brisées ; personnes jetées à terre et molestées, femmes enceintes et personnes handicapées incluses ; descente dans un lycée ; arrestation d'un enfant de cinq ans…

Ils ont tué à bout portant une mère de famille de 37 ans, Renee Good, et un infirmier du même âge, Alex Pretti, qui tentaient tous deux de s'interposer et de protéger les immigrés.

L'ICE est une véritable force de type militaire destinée à soumettre la population par l'intimidation et la peur.

C'est pour aller dans ce sens que le Congrès américain avait déjà augmenté le budget de l'ICE, permettant d'élargir son recrutement.

L'ICE avait également engagé des entreprises privées, notamment française, pour récolter des données sur les cibles futures. Et si cette force armée a commencé par s'attaquer aux immigrés, Trump entend bien s'en servir contre tous ceux qui s'opposeraient au gouvernement américain.

Malgré cette violence et les soutiens de l'appareil d'État, la population continue de se mobiliser massivement et de faire reculer partiellement Trump.

La résistance qui gêne ses brutes racistes ne provient pas de la justice ou des autorités démocrates. Elle ne vient pas non plus des entreprises qui n'ont pas de scrupules à se mettre à la disposition de l'ICE.

La résistance vient de la population elle-même, des habitants des quartiers populaires, de la solidarité entre travailleurs qui se connaissent, du voisinage, de femmes et d'hommes qui pourraient continuer leur vie en fermant les yeux, mais ne supportent pas tant d'inhumanité.

Les manifestations contre l'ICE se multiplient aux États-Unis, et elles rassemblent de plus en plus de jeunes.

Mais la mobilisation va au-delà du fait de manifester. Ce sont des voisins qui se serrent les coudes et qui se protègent mutuellement, quelles que soient leurs origines et leur situation, malgré la peur.

Pour nous ici, c'est la démonstration de ce que peuvent faire des femmes et des hommes ordinaires à partir de leurs propres moyens.

Oui, face à l'arbitraire de l'État, à l'autoritarisme grandissant et aux coups patronaux, bien des choses sont en notre pouvoir, à condition de ne pas rester isolés et de nous organiser !

Il y a dans la société, bien plus de solidarité et de conscience que ce que l'on veut nous faire croire, que ce soit aux États-Unis ou ici.



Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be